

# OÙ VA LA RÉPUBLIQUE ?

Philippe Destatte et Chloë Vidal

L'un est de nationalité belge et est basé à Namur. L'autre est française et basée à Paris. Mais l'un et l'autre travaillent pour un institut de recherche dont une des fonctions est d'accompagner la marche en avant de la Wallonie. Une Wallonie qui partage de nombreux liens historiques avec la République française. Le texte qui suit est la mise en forme d'un échange par courriel entre deux auteur-e-s ayant un pied de chaque côté de la frontière.

Philippe Destatte, historien et prospectiviste, est directeur général de l'Institut Destrée.

Chloë Vidal, philosophe et géographe, est directrice de recherches à l'Institut Destrée et déléguée de cette institution en France.

## Chloë Vidal et Philippe Destatte, où va la République ?

**Chloë Vidal** : S'interroger sur le sens de la République, sur son devenir comme sur ses futurs possibles, semble plus que jamais légitime. Dans un monde de flux, où le danger est devenu transnational et apparaît, de ce fait, hyperbolique (migrations clandestines, trafic de drogue, terrorisme, etc.), la République française, *indivisible, laïque, sociale et démocratique*, fait l'épreuve de sa résistance. La mondialisation économique exacerbe un désir de sécurité que l'État social (en matière de services publics, de politique fiscale ou sociale) ne parvient plus à satisfaire : les leviers du modèle social intégrateur se révèlent insuffisants pour pallier les disparités sociales et assurer une réelle cohésion nationale. Une forme d'*ethos* défensif se développe chez les citoyens en France (comme désormais dans bon nombre de pays occidentaux), se traduisant par ce que la philosophe américaine Wendy Brown a nommé un « *désir de murs* »<sup>1</sup> : avec la diffusion des pratiques néolibérales qui « *façonnent normativement les individus comme des acteurs entrepreneurs* »<sup>2</sup>, ériger des barrières sélectives, demeurer en état de vigilance permanente, apparaît désormais comme un impératif commun à l'État et aux citoyens.

Cet « état de vigilance » forme finalement, ainsi que le souligne le philosophe français Michaël Foessel, « *un continuum qui relie aujourd'hui les citoyens et leurs représentants* »<sup>3</sup> et offre une fiction d'unité dans le contexte d'une crise de l'autorité étatique : les mécanismes d'identification à la *nation*, à la *patrie*, ou à une société réunie dans la quête d'une même fin,

1 W. Brown, *Les murs de la séparation et le déclin de la souveraineté étatique*, trad. N. Vieillecazes, Paris, Les Prairies ordinaires, 2009.

2 W. Brown, *Les Habits neufs de la politique mondiale. Néolibéralisme et néo-conservatisme*, trad. C. Vivier, Paris, Les Prairies ordinaires, 2007.

3 M. Foessel, *État de vigilance. Critique de la banalité sécuritaire* [2010], Paris, Seuil, 2<sup>e</sup> éd., 2016, p.18.



sont maintenus artificiellement par cette communauté de la peur; «le devoir de vigilance constitue un rempart rhétorique au sentiment de l'impuissance publique»<sup>4</sup>. Le président de la République française lui-même n'a pas hésité récemment à invoquer «l'idée de patrie» pour mieux rappeler aux Français «ce pour quoi [ils doivent se battre]»<sup>5</sup>, dans un discours qui semblait parfois emprunter au récit mythique à la double finalité explicative et mobilisatrice.

Plus fondamentalement encore, ce néo-conservatisme grim pant (qui voit se développer des solidarités électives et se démocratiser le choix de l'inégalité, la tentation oligarchique<sup>6</sup>) a des conséquences anthropologiques essentielles qu'il me semble urgent de réfléchir. D'une part, l'état de vigilance est susceptible de nous précipiter dans le piège identitaire<sup>7</sup>, formé de discours essentialistes à des fins d'exclusion (voire d'expulsion), réduisant le  *sujet*  à une  *identité*  et le privant ainsi de toute possibilité d'émancipation sociale. D'autre part, l'état de vigilance maintient une relation instable au temps en surinvestissant le présent et ses risques. Ce «présentisme»<sup>8</sup> a pour conséquence un rétrécissement sévère de l'horizon des

REDONNER DU SENS  
À LA RÉPUBLIQUE,  
C'EST-À-DIRE HABITER  
LA VISION COMMUNE QUE  
L'ON PEUT AVOIR DE  
LA FRANCE.

possibles, qui annihile *a priori* le développement d'un être et d'un agir collectif. En ce sens, l'ouverture d'un nouveau chantier de recherches anthropologiques m'apparaît décisive pour déterminer les futurs possibles de la République.

**Philippe Destatte** : Je partage fondamentalement l'idée de Chloë lorsqu'elle insiste sur l'importance de la question du sens. Ce mot avait été répété à de nombreuses reprises lors de l'opération de catharsis menée sur les antennes des radios françaises au lendemain des attentats du 13 novembre 2015. Il s'agissait, y disait-on, de redonner du sens à la République, c'est-à-dire d'habiter la vision commune que l'on peut avoir de la France, en particulier quand on est français.

Cette idée de République en tant que bien commun, intérêt général incarné par la Nation comme communauté des citoyens, bien qu'affaiblie, reste très présente en France. Elle est difficile à comprendre en Belgique, car le bien commun et l'intérêt général national n'y existent plus, en tout cas sous cette forme. Par absence de densité suffisante, de substance, cette dimension s'est perdue, délitée,  *évaporée* , comme aurait dit l'ancien commissaire européen Karel De Gucht. Avec l'oubli de cet intérêt général et compte tenu des transferts de souveraineté vers les entités fédérées<sup>9</sup>, cet espace a été loti par les partis politiques. C'est eux qui maintiennent le système en place, mais au nom d'intérêts plus ou moins particuliers, de classes ou de clientèles. Comme l'écrivait Marc Bloch à propos des intellectuels français, «ceux d'entre nous qui, par exception, se laissèrent embrigader par les partis, finirent presque toujours par en être les prisonniers beaucoup plutôt que les guides»<sup>10</sup>. En

4 *Ibidem*, p.19.

5 Extrait du discours du président François Hollande, lors de la conférence intitulée «La démocratie face au terrorisme», organisée le 8 septembre 2016 à la salle Wagram (Paris 17<sup>e</sup>) par la Fondation européenne d'études progressistes, le  *think tank*  Terra Nova et la Fondation Jean Jaurès.

6 Voir P. Savidan,  *Voulons-nous vraiment l'égalité ?* , Paris, Albin Michel, 2015.

7 Voir M. Agier,  *La condition cosmopolite. L'anthropologie à l'épreuve du piège identitaire* , Paris, La Découverte, 2013.

8 Voir Fr. Hartog,  *Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps* , Paris, Seuil, 2003.

9 Région flamande, Région wallonne et Région de Bruxelles-Capitale, Communauté flamande, Communauté française et Communauté germanophone.

10 M. Bloch,  *L'étrange défaite, Témoignage écrit en 1940* , Paris, Gallimard, 1990, p. 204.

Belgique, la République comme idée de cet espace ou de ce volume est morte depuis longtemps. En France, elle n'est qu'affaiblie et gangrénée. Mais elle survit. Elle a ses résurgences – les réactions aux attentats l'ont montré – et pourrait avoir ses résurrections. Il est frappant que là-bas, l'élu garde quelque légitimité et respectabilité. En Belgique, il apparaît bien souvent d'abord sous son pavillon politique.

**Précisément, les attentats n'ont-ils pas rouvert le débat sur la laïcité, montrant ainsi les limites de l'application du modèle républicain en période de tensions religieuses ?**

**Chloé Vidal :** Le terrorisme s'est affirmé comme une menace durable et un défi lancé au pacte politique, exacerbant les vulnérabilités de la République française et de son modèle social, révélant la fragilité de notre démocratie.

La question du sens de la laïcité semble s'être substituée depuis à celle, plus générale, du sens de la République. Comprendre la laïcité « à la française » apparaît comme la condition *sine qua non* pour déterminer si la laïcité peut (encore) constituer un idéal positif commun pour fonder le lien politique et assurer le développement et la pérennité de l'État social, soit de l'ensemble des institutions qui organisent la solidarité entre les individus, les générations et les territoires. Le président de la République s'est attaché à fixer le sens *juridique* de la laïcité en la distinguant d'une religion, d'une mystique ou d'une croyance sociale, et en la définissant comme l'« ensemble de règles de droit qui organise la vie de la République », ou encore « la garantie du droit de croire ou de ne pas croire [supposant] l'organisation de ce que peut être une vie en commun<sup>11</sup> ». La réaffirmation de l'appartenance de la laïcité au registre juridique ouvre, selon lui, la possibilité d'une intégration de l'islam (au même titre que toute religion) à la République par le développement d'un « islam de France » (soutenu notamment par une fondation laïque pour l'in-

tégration par le savoir et la connaissance, une association culturelle nationale...).

Mais si cette mise au point relative à la compatibilité de l'islam et de la République est importante (en ce qu'elle témoigne d'une proposition politique forte visant à faire évoluer le modèle social français vers la prise en compte du cosmopolitisme, à lutter contre l'ethnisation du social), il n'est pas certain en revanche qu'elle suffise à endiguer la menace terroriste. Car enfin, ainsi que l'a notamment bien mis en exergue le juriste français Antoine Garapon, le terrorisme a cela de désarmant qu'il entretient une relation paradoxale avec les démocraties : « *Même quand il prétend vouloir détruire la société démocratique, le terrorisme en effet ne prospère qu'en son sein tant il a besoin d'une*

*opinion publique et de médias libres.*<sup>12</sup> »

Et, comment lutter démocratiquement contre le terrorisme, dès lors que ce dernier entretient avec la démocratie une relation à la fois *radicale* (l'enjeu est

**LÀ-BAS, L'ÉLU GARDE QUELQUE LÉGITIMITÉ ET RESPECTABILITÉ. EN BELGIQUE, IL APPARAÎT BIEN SOUVENT D'ABORD SOUS SON PAVILLON POLITIQUE.**

celui de la sécurité, de la survie) et *impossible* en raison de l'absence de cadre juridique commun<sup>13</sup> ? Le terrorisme met à l'épreuve la démocratie, il l'engage à se repenser en profondeur : non pas seulement à interroger ses institutions (et à montrer son attachement au droit), mais à questionner radicalement ses catégories (territoire, souveraineté, citoyen, etc.). Autrement dit, le terrorisme, qui jette « *la confusion [...] dans le vocabulaire des institutions, subvertit à proprement parler la démocratie* »<sup>14</sup>, rend plus pressante encore la nécessité d'une réflexion anthropologique.

12 A. Garapon, « Comment lutter démocratiquement contre le terrorisme ? », *Cahiers de L'Herne*, Ricœur, vol. 2, Paris, Ed. de L'Herne, 2004, p. 327.

13 *Ibidem*, p. 336.

14 *Ibidem*, p. 328.

11 Extrait du discours de François Hollande... Cf. note 5.

**Philippe Destatte** : Il est clair que le terrorisme exacerbe les tensions existantes dans la société et en révèle d'autres dont on ignorait l'existence. En Belgique, et plus encore en Wallonie – peut-être est-ce un paradoxe ? –, la laïcité m'est toujours apparue beaucoup plus pesante qu'en France. Je suis pourtant fondamentalement agnostique, bien qu'ayant été éduqué dans une certaine tradition familiale chrétienne lors d'une jeunesse qui suivait de peu la guerre, ce qui n'est pas sans rapport.

D'une part, les questions liées à la séparation de l'Église et de l'État, soulevées au XIX<sup>e</sup> siècle, semblent à nouveau d'actualité avec l'avènement d'un islam conquérant. D'autre part, le trop grand empressement à fustiger le voile, à condamner le burkini ou à vouloir rassembler les filles et les garçons dans un même cours de gymnastique ou sur les terrains de sport m'est toujours apparu résulter d'une forme d'intolérance, quel que soit le côté de la frontière. Mais il est vrai que, en France, comme l'a montré Gilles Kepel, ces questions ont contribué, avec des problématiques comme le « mariage pour tous », à distancier des musulmans de la République, de la gauche aussi, et probablement à donner quelques grains à moudre aux plus radicaux<sup>15</sup>. La laïcité de l'État, qui devrait être partout une évidence, ne l'est pas. Et l'engagement laïque perd de sa pertinence lorsqu'il ne se dirige plus systématiquement qu'à l'encontre des pratiques musulmanes. La laïcité belge, entendue comme un mouvement organisé, a parfois pris un poids excessif, singeant les religions avec ses catéchismes, ses messes et ses affiliations trop prégnantes, conduisant à un certain dogmatisme. J'ai entendu Hervé Hasquin<sup>16</sup> dire des choses très justes à ce sujet.

À force de produire des symboles, on génère des signaux qui deviennent autant de différenciations qui se transforment vite en provocations chez ceux

15 Par exemple G. Kepel et A. Jardin, *Terreur dans l'Hexagone, Genèse du Jihad français*, Paris, Gallimard, 2015, p. 230 et suivantes.

16 Historien, homme politique libéral, ancien président de l'Université libre de Bruxelles.

**L'ENGAGEMENT LAÏQUE  
PERD DE SA PERTINENCE  
LORSQU'IL NE SE DIRIGE  
PLUS SYSTÉMATIQUEMENT  
QU'À L'ENCONTRE DES  
PRATIQUES MUSULMANES.**

qui vivent exclusivement selon d'autres codes. Le niveau d'éducation devrait, de part et d'autre, y remédier. Mais c'est loin d'être le cas. Et

pourtant, c'est la vocation même de la République que d'être ce lieu de rassemblement des volontés, des espoirs, des ambitions.

**Chloë Vidal** : L'éducation est une question essentielle, dans la mesure où elle nous ramène précisément à celle de la *construction* du sens : étymologiquement, éduquer signifie « conduire hors de » (*e-ducere*) et constitue une invitation à sortir de soi-même pour devenir un sujet capable de choisir son devenir, de construire son futur. À l'heure où le terrorisme ébranle l'universalisme démocratique, on ne peut raisonnablement se satisfaire d'une définition minimale de la démocratie (comme régime issu d'élections libres et susceptible, en tant que tel, de se diffuser), ni concevoir la démocratisation comme un principe anthropologique lié à un désir « naturel » de liberté chez l'homme : il s'agit de reconnaître que la démocratie doit se définir de manière substantielle (en lien avec un niveau de liberté partagé) et ne peut se penser que comme un processus de construction, dont il s'agit d'analyser la complexité, les puissances comme les vulnérabilités.

Or il en va de même pour la République française qui trouve appui sur les valeurs (qu'on peut aussi entendre au sens de forces, *valor* en latin) démocratiques : prendre part à la configuration de cet agencement complexe de valeurs consiste tout à la fois, comme le disent Yves Citton et Dominique Quessada, à s'attacher à « *comprendre et faire travailler le comme-un qui nous permet à la fois d'agir ensemble et de nous singulariser* »<sup>17</sup>. Ce travail commun de définition de

17 Y. Citton et D. Quessada, « Du commun au comme-un », *Multitudes*, n° spécial 45, Paris, Ed. Amsterdam, avril 2011, p. 22.

nouveaux vecteurs de l'action publique, de fabrication de nouvelles normes et d'identification des modalités de développement d'une nouvelle subjectivité passera certainement par l'acceptation de la nécessité de penser la confusion en tant que telle, en l'absence des catégories adéquates pour décrire la radicale nouveauté de la situation contemporaine et ses évolutions possibles. J'en reviens une fois de plus à l'importance du développement d'une nouvelle anthropologie : nous sommes incités à repenser les catégories de la modernité telle que celle de la *souveraineté* (battue en brèche dans un monde poreux), du *territoire* (dont le lien au politique est remis en question par le terrorisme mondialisé), de l'*identité* (impropre à rendre compte de la condition cosmopolite, qui, ainsi que Michel Agier le souligne, naît dans la frontière<sup>18</sup>, dans l'hybridité), du *temps* (face à une idéologie du présent et de l'évidence qui fragilise la démocratie), etc.

Se donner les moyens de réfléchir nos catégories suppose un intérêt toujours accru à l'actualité, au sens comme le dirait Michel Foucault, de « *ce qui se passe autour de nous, ce que nous sommes, ce qui arrive en nous* »<sup>19</sup>. Et, cela, nous ne pouvons le faire qu'ensemble, avec la richesse de nos perspectives sur le monde.

### Faire ensemble, faire sens ? Comment développer ces deux idées ?

**Philippe Destatte** : C'est une question fondamentale que nous avons posée, ici à l'Institut Destrée, au début de nos travaux avec le Gouvernement wallon, à l'époque du Contrat d'avenir pour la Wallonie : *que voulons-nous faire ensemble*<sup>20</sup> ? Ou, comme le chan-

taut Renaud, *C'est quand qu'on va où ?* Cette question, nous n'avons cessé de la répéter depuis, notamment lors des travaux du Collège régional de prospective de Wallonie, en 2011, en 2014, et dernièrement au début 2016<sup>21</sup>. Mais nous nous sommes posé les mêmes questions en Bretagne, en Aquitaine, en Normandie, en Lorraine, en Auvergne, dans le Nord-Pas-de-Calais, en Picardie ou en Midi-Pyrénées. Dans

**REPENSER LES CATÉGORIES  
DE LA MODERNITÉ  
TELLE QUE CELLE  
DE LA SOUVERAINÉTÉ,  
DU TERRITOIRE,  
DE L'IDENTITÉ, DU TEMPS.**

un monde plus incertain, plus complexe, plus ambigu, plus rapide, la question se pose encore avec davantage d'acuité. Or les élus restent très attendus sur ce champ de l'articulation des tempo-

ralités et de la construction de visions collectives et rassembleuses qui, seules, peuvent donner sens à la société. Malheureusement, ils sont très peu nombreux à s'y risquer alors que cette tâche est primordiale, du local à l'Europe, au minimum.

En ce sens, même si elle n'est pas la seule – et c'est sur elle que nous nous penchons aujourd'hui –, la République rend bien, depuis au moins dix ans, cette image chère à Régis Debray de *train vide, sans conducteur ni destination*<sup>22</sup>. On me répondra que, à Paris, comme à Bruxelles (dans ses différentes configurations), à Berlin ou à Namur, des programmes de partis servent de feuilles de route. Et c'est là bien entendu que le bât blesse. D'abord, ces programmes ne sont pas en adéquation avec les réalités de terrain qui sont précisément les océans démontés aux vents et courants capricieux de notre époque. Les directions qui sont dès lors prises par les barreaux pour y faire face troublent profondément à la fois l'équipage et les passagers tant elles sont différentes de celles annon-

18 M. Agier, *La condition cosmopolite. L'anthropologie à l'épreuve du piège identitaire*, Paris, La Découverte, 2013, p. 7.

19 Fr. Ewald, « Foucault et l'actualité », in R. Rottmann (dir.), *Au risque de Foucault*, Paris, Centre Georges Pompidou, 1997, p. 204.

20 Th. Fauconnier J., *Philippe Destatte a fait un rêve, Le contrat-plan wallon de 10 ans*, dans *Le Matin*, 22 mai 1999, p. 9.

21 Voir les différents travaux sur le contrat sociétal : [www.college-prospective-wallonie.org](http://www.college-prospective-wallonie.org).

22 R. Debray, *Madame H.*, Paris, Gallimard, 2015, p. 134.

cées dans la feuille de route initiale. Ensuite, l'absence de pédagogie adéquate, d'explications intelligentes, de dialogue constructif (quelle communication spécifique a été organisée à destination de la population de culture musulmane quant au mariage pour toutes et tous ?) fait des ravages considérables et déboussole littéralement ceux qui pensaient naviguer de conserve.

**J'AI TOUJOURS PENSÉ  
QU'UN PAYS QUI AVAIT FAIT  
TANT DE RÉVOLUTIONS  
AVAIT EN LUI SA PROPRE  
CAPACITÉ À RENAÎTRE  
TOUJOURS.**

Enfin, l'absence de réelle destination, de vision partagée aux finalités bien claires et aux valeurs fondamentales réaffirmées, fondatrice de stratégies cohérentes et efficaces, finit de déliter non seulement l'appareil d'État, comme disaient les marxistes, mais aussi le bien commun qu'est la République. Avec elle, c'est la communauté des citoyennes et des citoyens que devrait constituer la Nation, telle que Dominique Schnapper la voit, qui est affectée : cet espace de nécessité, pour fonder et maintenir l'ordre démocratique, « *la reconnaissance des autres et la critique libre, raisonnable et contrôlée des institutions légitimes* »<sup>23</sup>. C'est en cette seule et dernière construction républicaine que nous pouvons nous reconnaître. Que l'on regarde vers Paris ou que l'on prenne d'autres azimuts, la République continuera à nous inspirer : si je n'ai jamais cru en la France éternelle, j'ai toujours pensé qu'un pays qui avait fait tant de Révolutions avait en lui sa propre capacité à renaître toujours.

**Chloë Vidal :** Cette capacité, il faut également veiller à la construire. En se donnant les outils adéquats, par le travail des rationalités. Si les débats sont essentiels à l'épanouissement d'une pensée critique, comme le rappelle la philosophe américaine Martha Nussbaum, « *un nouveau sens de l'agentivité*

*personnelle et une nouvelle liberté critique sont nécessaires pour que les institutions participatives se maintiennent* »<sup>24</sup>. Participer aux travaux démocratiques et fabriquer la République, c'est aussi remédier à la crise de l'éducation. Crise mondiale, soutient Martha Nussbaum. Et crise qui, dans le contexte d'un marché mondialisé puissant, menace l'avenir des démocraties pluralistes modernes. Crise tangible en France dont le système éducatif est de ceux qui, au sein des pays de l'OCDE, contribue le moins à la réduction des inégalités sociales<sup>25</sup>. Il me serait difficile de ne pas rappeler que cet appel toujours plus urgent à articuler citoyenneté démocratique et éducation socratique, fait écho à celui du philosophe et entrepreneur français Gaston Berger qui, à la fin des années 1950, engageait les décideurs à adopter une attitude *prospective*, à « *voir loin, voir large, analyser en profondeur, prendre des risques et penser à l'homme* ». Un engagement pratique et intellectuel mobilisant les capacités que Martha Nussbaum identifie à son tour aujourd'hui comme « *la pensée critique ; la capacité à dépasser les intérêts locaux pour affronter les problèmes mondiaux en "citoyen du monde", enfin la capacité à imaginer avec empathie les difficultés d'autrui* »<sup>26</sup>.

Imagination, créativité, pensée critique rigoureuse, autant de vertus qui requièrent un rapport au long terme pour constituer les puissances de temporalisation nécessaires à la construction démocratique. C'est certainement, en lieu et place de l'état de vigilance actuel, par la promotion d'une « *atmosphère de vigilance attentive et responsable et d'une culture d'innovation dynamique* »<sup>27</sup> que nous saurons rouvrir ensemble l'horizon des possibles pour la République. ■

23 D. Schnapper, *L'esprit démocratique des lois*, Paris, Gallimard, 2014, p. 298.

24 M. Nussbaum, *Les émotions démocratiques. Comment former le citoyen du XXI<sup>e</sup> siècle ?* [2010], trad. S. Chavel, Paris, Flammarion, 2011.

25 Enquête Pisa 2009 (OCDE).

26 M. Nussbaum, *Les émotions démocratiques...*, pp.15-16.

27 *Ibidem*, p. 20.

## Cette république que nous avons tant aimée...

30 REGARDS DE BELGIQUE SUR LA FRANCE

Dans quelques semaines, tout un pays sera suspendu aux résultats électoraux du pays d'à côté, comme si son propre sort en dépendait. Enfin, soyons précis, la petite moitié d'un pays : la Wallonie, Bruxelles et quelques îlots en Flandre. Pour la majorité des Belges, ceux qui parlent néerlandais, Paris n'est qu'une capitale étrangère parmi d'autres. Ceux-là se sentent désormais plus en phase avec ce qui se passe à Londres, Amsterdam ou Berlin, de plain pied avec la culture anglo-saxonne qui est en passe d'unifier la planète.

Mais pour nous, francophones de Belgique, c'est tout autre chose. Dans notre monde intellectuel et culturel, beaucoup se sont longtemps dits « belges de naissance mais français de cœur ». Et, de Liège à Virton, la liesse populaire célèbre toujours le 14 juillet tandis que le 21 juillet n'est qu'un jour de congé sans signification particulière.

Ce numéro spécial de *Politique* tentera de cerner ce sentiment particulier d'amoureux déçu – et souvent déçu parce qu'amoureux – que tant de francophones de Belgique entretiennent avec leur grande voisine, à travers ces 30 contributions qui parlent de la France sous de multiples angles et avec de multiples styles. Elles nous diront quelque chose d'inédit de la France, puisque les auteur-e-s en sont des familiers tout en lui étant extérieur-e-s. Elles nous diront aussi quelque chose de la Belgique qui s'y dessinera en creux ou par contraste. ■

Pierre-Ansary, Jean-François Bastin, Dominique Cabiiaux, Joanne Clotuche, Eric Corijn, Maxime Cournet, Vincent de Coorebyter, François De Smet, Philippe Destatte, Jean Faniel, Pascale Fonteneau, Michel Genet, Christophe Goethals, Henri Goldman, Marc Jacquemain, Pierre Jarnet, Jean-Jacques Jaspers, Rabab Khatiry, Pierre Krall, Hugues Le Paige, Geoffroy Matagne, André Menu, Catherine Morenville, Jean-Luc Outers, François Peril, John Pitseys, Nadine Ploteau, Edwy Plénel, Julie Ringelheim, Caroline Sigesser, Jean-Claude Salemi, Claude Semal, Daniel Soil, Caroline Van Wynsberghe, Pierre Verjans, Chloé Vidal, Eric Walravens

# POLITIQUE

revue belge d'analyse et de débat

## Cette république que nous avons tant aimée...

30 REGARDS DE BELGIQUE SUR LA FRANCE

# Cette république que nous avons tant aimée...

## 30 REGARDS DE BELGIQUE SUR LA FRANCE

- 1 Vu par *Jean-Claude Salemi*
- 4 Cet air de liberté... – *Henri Goldman*
- 7 Regarder la France comme si on n'en était pas... – *Edwy Plenel*



### LE CHOIX DE LA FRANCE

- 13 Jeanne et le libertin – *Hugues Le Paige*
- 20 Où va la République? – *Philippe Destatte* et *Chloë Vidal*
- 26 Que Marianne était jolie – *Dominique Cabiliaux*
- 31 La Marseillaise à Virton – *Joanne Clotuche*



### ENTRE LES LUMIÈRES ET LES CHIMÈRES IDENTITAIRES

- 33 Laïcité : la mauvaise réputation – *Vincent de Coorebyter*
- 40 Les accommodements déraisonnables de la laïcité française – *Caroline Sägger*
- 44 Une névrose de l'altérité – *Henri Goldman*
- 47 L'angle mort colonial – *Jean-François Bastin*
- 52 Pour un printemps décolonial – *Éric Walravens*
- 55 Ethnos, Laos, Demos – *Marc Jacquemain*
- 59 L'éternel retour du Roi – *François De Smet*
- 63 Peut-on lutter contre les discriminations sans les mesurer? – *Julie Ringelheim*
- 71 Féminismes à la française – *Nadine Plateau*
- 78 La France socialiste et Israël – *Rabab Khairy*
- 82 France, terre d'accueil – *Caroline Intrand*

### INTERMÈDE

- 84 « En suivant la frontière », photos de *Catherine Morenville* et *François Perl*